

# PRÉSENTATION

Ce livre n'a pas vraiment d'auteur – des milliers de personnes l'écrivent depuis plus de deux siècles. Avec des mots, des idées et des sentiments qui ne concordent pas toujours, qui s'opposent même très souvent, mais qui ont fini par exprimer – et qui expriment toujours – ce qu'un peuple a voulu devenir depuis qu'il a pris conscience de ce qu'il était.

Ils se sont appelés Canadiens, Canadiens français puis Québécois, selon les époques, mais tous ceux et celles que nous entendrons dans ces pages ont surtout voulu donner un nom à l'avenir.

On ne peut guère remonter le cours de l'éloquence politique au Canada français au-delà de la source que constitue l'Assemblée législative de 1792, le deuxième Parlement canadien, et le reflet que nous en renvoyait déjà sa jumelle journalistique.

On ne peut douter, cependant, que les absents peuvent aussi avoir eu souvent raison. Sans doute les bâtisseurs de la Nouvelle-France ont-ils dû trouver les mots qu'il fallait pour inspirer les premiers Canadiens. On n'entendra jamais non plus les générations de chefs amérindiens qui ont pourtant habité, exploré et nommé le Canada – et dirigé leurs propres confédérations – pendant des milliers d'années avant que notre premier Parlement ne se réunisse. Mais leurs paroles se sont envolées parce que leurs écrits ne sont pas restés.

Les textes qui suivent ont été retenus d'abord parce qu'ils nous semblent résumer, dans un style caractéristique de leur époque, les grandes questions de l'heure et la pensée de personnages qui ont marqué notre histoire – ou tenté bravement de le faire.

Ce choix est forcément subjectif et incomplet. La qualité des discours paraîtra peut-être inégale à certains. Dans quelques cas, c'est tout simplement que la page écrite ne peut rendre justice à l'envolée oratoire.

Il faut de plus tenir compte du fait que de leur vivant et après leur mort, les talents et les vertus de nos plus célèbres politiciens ont été aussi diversement appréciés que le sont ceux de nos parlementaires actuels. Car si la beauté réside dans l'œil de celui qui regarde, comme l'écrit Shakespeare, l'éloquence se trouve sans doute dans l'oreille de celui qui écoute. Même le grand Papineau, notre foudre d'éloquence nationale, ne fait pas l'unanimité. L'auteur de *Notre maître le passé*, le chanoine Groulx, ne se gêne pas, par exemple, pour critiquer la confusion de son style et l'inconséquence de son raisonnement.

Et M<sup>sr</sup> Camille Roy, un littérateur qui passa pour un de nos beaux esprits à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'est montré plutôt sévère envers nos premiers parlementaires :

Ne demandons donc pas à ces orateurs de la première heure ces artifices du langage, ces ressources de pensée et d'expression qu'on ne peut obtenir que par une longue et sérieuse étude.

Le bon abbé croyait, en 1902, déceler un net progrès dans la rhétorique politique et il présumait qu'elle allait encore s'améliorer «avec le développement de l'éducation».

Il se trompait. Un rapprochement, même superficiel, des premiers discours qu'on pourra lire ici avec les efforts oratoires de nos élus contemporains ne favorise guère nos tribuns modernes. Pour avoir moi-même «couvert» l'actualité politique comme journaliste pendant près de vingt ans et ayant décimé une petite forêt en ébauches de discours pour de nombreux politiciens pendant une période équivalente, je peux témoigner bien humblement que les mânes de Papineau ou de Laurier peuvent reposer en paix. Les temps ont changé, tout simplement. Si, au XIX<sup>e</sup> siècle, «le couronnement des études passait par la classe de rhétorique tout entière dévouée à l'éloquence», la définition même du mot rhétorique causerait aujourd'hui de sérieux maux de tête à la plupart de nos cégépiens, à beaucoup de nos universitaires et peut-être à certains de nos élus qui font de la prose sans le savoir, comme monsieur Jourdain.

De nos jours, l'astuce, pour un politicien, consiste à comprimer ou à camoufler une idée dans une capsule électronique d'une ou deux minutes. Mais, il y a un siècle, des assemblées politiques qui duraient une bonne partie de la journée faisaient courir les foules à plusieurs heures de distance. Les élections, porte d'entrée du pouvoir, se gagnaient alors sur les parvis d'églises, les entrées de magasins généraux ou toute autre tribune solide et accessible.

Aujourd'hui, on a peine, toutefois, à imaginer la popularité qui entourait les vedettes politiques à certaines époques. Papineau, Cartier et Laurier, en particulier, ont été l'objet d'un culte de la personnalité extravagant, qu'on n'a pas vu depuis et qu'on ne reverra sans doute jamais chez nous. Il est encore possible de trouver de la vaisselle, des portraits et des bustes immortalisant les lions politiques de ces époques révolues.

Il n'est pas facile, non plus, de faire la part des choses entre ce qui a été dit et la version écrite qui a survécu. Même dans l'enceinte de l'Assemblée législative, la transcription officielle des débats n'a été entreprise qu'en 1964. (Les débats de la Chambre des communes sont cependant publiés à partir de 1880.)

Longtemps, ce sont les journaux qui se chargeaient de reproduire les discours, rédigés et remis à l'éditeur par le député lui-même, ce qui n'empêchait pas certains rédacteurs de manifester une fantaisie que ne prisait pas plus le politicien d'alors que ceux d'aujourd'hui.

Ainsi pouvait-on lire dans *La Minerve*, en 1832 :

L'on a prêté des discours à M. Papineau et à M. Morin auxquels l'un et l'autre n'avaient jamais songé et veut-on savoir comment ? Le rapporteur en question se trouvant indisposé se trouva forcé de quitter le lieu des séances et composa ensuite les prétendues oraisons sur les notes que lui fournit la mémoire d'un ami complaisant.

On comprend donc aisément que Papineau s'en prit plus d'une fois aux « malicieux rapporteurs de la tribune » et qu'en pleine séance de l'Assemblée, il fustigea même sévèrement l'un d'eux, qui confia le lendemain : « Je n'ai encore jamais été assailli d'un pareil orage. »

Par ailleurs, beaucoup de textes paraissent un peu trop léchés, savamment maquillés par des journalistes complaisants pour éliminer les répétitions, les hésitations et les erreurs, qui émaillent inévitablement la transcription d'un discours improvisé.

Très longtemps, politiciens et journalistes ont, en effet, entretenu une relation incestueuse. Beaucoup d'élus ont eux-mêmes mis la main à la plume, parfois dans des journaux qui leur appartenaient ou qui étaient en fait les organes des formations politiques et où les journalistes étaient habituellement tenus de respecter la « ligne du parti ».

Pour la plus grande partie de sa carrière, par exemple, sir Wilfrid a été entouré d'une nuée de thuriféraires et de plumitifs ne désirant rien de plus que donner un plus grand éclat à « Laurier-la-langue-d'argent ».

On a ainsi signalé à plusieurs reprises et à diverses époques qu'il venait de prononcer «le plus grand discours de sa carrière». (Un journal d'obédience conservatrice s'est déjà contenté, par contre, de noter simplement, après une assemblée politique, que «Laurier a aussi parlé».)

Au risque de scandaliser les historiens de métier, ce livre se présente aux lecteurs et aux lectrices dans le plus simple appareil. Tout au plus ai-je inséré un certain nombre de notes en bas de page qui me semblaient nécessaires à la bonne compréhension de l'époque ou de l'événement.

Les anglicismes et autres barbarismes du temps, comme «assertion», «moteur» (auteur d'une «motion») et «législater», ont aussi été conservés. J'ai également pris la liberté d'éliminer les salutations de circonstance, en particulier la référence obligée et répétitive au président, de même que beaucoup des citations latines dont nos seigneurs les évêques assommaient leurs ouailles. J'ai en outre aménagé la longueur des paragraphes pour en faciliter la lecture.

Les orateurs cités sont tous Québécois (ou Bas-Canadiens pour quelques députés de l'Assemblée législative), sauf Stephen Harper, dont le discours portait un message spécifique aux Québécois, et deux autres exceptions ont été faites en faveur de deux présidents français en visite chez nous ; d'abord, le général de Gaulle, dont l'allocution au balcon de l'hôtel de ville de Montréal en 1967 a davantage remué les esprits chez nous que beaucoup des autres textes cités ici, puis le président Sarkozy, quarante et un ans plus tard, qui exposait une vision bien différente de la réalité canadienne.

Les textes réunis ici ont été pour la plupart prononcés en français ; un certain nombre, cependant, l'ont été en anglais, parfois même par des orateurs francophones. On verra d'ailleurs, dès les premières pages de ce livre, que le droit pour les représentants francophones de s'exprimer dans leur langue maternelle a constitué le premier «débat» de notre histoire parlementaire.

